



## Communiqué de presse conjoint

### LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES PLAIDE POUR PLUS D'INVESTISSEMENTS FACE À LA SITUATION PRÉOCCUPANTE DE LA MALNUTRITION À MADAGASCAR

11 mai 2016 (Antananarivo) – Lors de son discours devant le Parlement, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Ban Ki-moon, a exprimé son inquiétude à propos de la situation préoccupante de la malnutrition à Madagascar, où presque 1 sur 2 enfants (47 pourcent) de moins de cinq ans à Madagascar est affecté par un retard de croissance dû à la malnutrition, et environ 9 pour cent des enfants de moins de 5 ans sur l'ensemble du pays souffrent de la malnutrition aigüe. Lorsqu'un enfant souffre de la malnutrition, les conséquences négatives de cette situation le suivent pour le restant de sa vie.

## Communiqué de presse conjoint

### LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES PLAIDE

### POUR PLUS D'INVESTISSEMENTS

### FACE À LA SITUATION PRÉOCCUPANTE DE LA MALNUTRITION À MADAGASCAR

**11 mai 2016 (Antananarivo)** – Lors de son discours devant le Parlement, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Ban Ki-moon, a exprimé son inquiétude à propos de la situation préoccupante de la malnutrition à Madagascar, o

ù  
pr  
e  
sque 1 sur 2 enfants (47 pourcent) de moins de cinq ans à Madagascar est affecté par un retard de croissance dû à la malnutrition, et environ 9 pour cent des enfants de moins de 5 ans sur l'ensemble du pays souffrent de la malnutrition aigüe

. Lorsqu'un enfant souffre de la malnutrition, les conséquences négatives de cette situation le suivent pour le restant de sa vie.

Le Secrétaire Général a pris note des résultats d'une nouvelle étude du gouvernement qui examine les effets néfastes de la malnutrition infantile sur la santé, l'éducation et l'économie à Madagascar, et a salué le gouvernement pour le l'élaboration d'une analyse des actions et investissements nécessaires pour faire face à cette situation.

Selon les résultats du rapport « **Coût de la Faim en Afrique (CDFA)** », qui fait partie d'une initiative de l'Union Africaine, l'économie de Madagascar perd environ 3.384 milliards d'Ariary (1,5 milliard \$US) par an en raison des effets cumulés de la malnutrition – soit l'équivalent de 14.5% du produit intérieur brut (PIB) du pays.

« *L'étude met en évidence l'étendue des coûts sociaux et économiques engendrés par la malnutrition infantile dans le pays. En particulier, les résultats font partie des plus élevés en Afrique et indiquent l'urgence pour l'État de Madagascar à mobiliser d'avantage d'efforts pour réduire de manière significative le niveau et les effets de cette malnutrition. L'étude justifie par ailleurs la nécessité d'accroître l'investissement dans la nutrition* », a déclaré M. le SG Ban Ki-moon.

Pour arriver à une réduction encore plus importante des pertes économiques, une approche multi-sectorielle est requise, impliquant les domaines de l'agriculture; de la santé; de l'eau, de

l'hygiène et de l'assainissement; de la protection sociale; de la sécurité alimentaire.

Le CDFA a été réalisé par une équipe nationale, composée de 14 organismes et ministères, avec l'appui du Système des Nations Unies et des partenaires financiers. Cette étude a également été entreprise en Égypte, Éthiopie, au Burkina Faso, Ghana, Malawi, Rwanda, Swaziland, en Ouganda et au Tchad. Madagascar est le dixième pays du continent à prendre part au CDFA, sur l'initiative du Gouvernement.

Parmi les 10 pays déjà étudiés, Madagascar se trouve en deuxième position après l'Éthiopie en termes de pertes économiques dues à la malnutrition.

*« Notre but est de proposer des solutions concrètes et mobiliser des ressources pour assurer un avenir plus sain et prospère à nos enfants. J'invite les partenaires de Madagascar à continuer de conjuguer nos efforts pour faire face à ce fléau qu'est la malnutrition. Si la tendance de la malnutrition infantile continue, le Plan National de Développement souhaité par notre nation ne sera pas atteint »,* a déclaré M. le Premier Ministre de Madagascar, Olivier Mahafaly Solonandrasana.

Le **Plan d'Investissement Pour la Nutrition**, initié par le gouvernement avec l'appui des Nations Unies prévoit un investissement modeste de 40 millions \$US par année pour faire face aux pertes économiques mentionnés ci-dessus, générant un retour sur investissement de 2 milliards de dollars sur 10 ans, soit un ratio

coût-bénéfice de 1 dollar investi pour 5 dollars gagnés. Le plan consiste en trois paquets d'interventions essentielles:

*Paquet 1 - pour la population en général* : l'iodation universelle du sel, et la fortification des aliments de grande consommation comme farine et l'huile.

*Paquet 2 - pour les femmes enceintes* : paquet 1 plus les suppléments des vitamines et minéraux, des compléments alimentaires riches en énergie et protéines, le déparasitage, et la prévention ainsi que le traitement du paludisme.

*Paquet 3 - pour les enfants*: les paquets 1 et 2 plus la promotion de bonnes pratiques d'allaitement maternel et de l'alimentation complémentaire, la fortification à domicile, les traitements de la malnutrition aiguë, et de la diarrhée.

Le Plan d'Investissement va alimenter le **Plan National multisectoriel de Nutrition** en cours d'élaboration et qui, en plus des interventions spécifiques de nutrition, va inclure des actions dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de l'eau, hygiène et assainissement, de l'éducation et de la protection sociale.

Le Secrétaire Général a exhorté le gouvernement et ses partenaires à redoubler d'efforts dans les paquets d'interventions visant à réduire la malnutrition et son effet néfaste sur l'économie du pays.

### Qu'est-ce que la malnutrition ?

La malnutrition est un état qui résulte de carences en nutriments souvent associé à l'insécurité alimentaire, au mauvais état de santé, aux mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement et à la pauvreté. Cependant, il faut souligner le fait qu'à Madagascar, en dépit des aléas climatiques notamment dans le Grand Sud, les produits alimentaires existent sur le marché; c'est l'accès à ces produits qui fait défaut vu l'impact de la pauvreté sur les ménages surtout les plus vulnérables. En outre, les bonnes pratiques nutritionnelles ne sont pas encore suffisamment ancrées dans les mœurs. A Madagascar 47% des enfants de moins de 5 ans souffrent de la **malnutrition chronique** (ou retard de croissance); environ 9% des enfants de moins de 5 ans sur l'ensemble du pays souffrent de la **malnutrition aigüe** (ou maigreur), bien que la partie sud du pays soit plus affectée avec des pics fréquents.

### Liste des partenaires:

Gouvernement de Madagascar, Union Africaine, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), PAM/WFP, UNICEF, ECLAC, OMS, FAO